

Le Mouton **NOIR** Le Mout

DOSSIER

FONDS DE SOLIDARITE : des milliards qui s'échappent

Depuis avril 2020, le gouvernement a décidé la mise en place de ce fonds de solidarité aux entreprises suite au confinement de la population et de l'arrêt de l'économie. Au départ c'était un montant forfaitaire de 1 500 € puis cela a été étendu à certains secteurs d'activité et a vu les montants réévalués jusqu'à 10 000 € ou 20% du chiffre d'affaires dans la limite de 200 000 €.

Au mois de décembre 1,9 millions d'entreprises en ont bénéficié pour un montant cumulé de 14,5 milliards d'Euros.

Depuis la rentrée, dans le 93, les services, à tour de rôle, ont été mobilisés pour traiter le nombre incalculable de demande : les SIE en premier lieu, une partie de l'EDR, puis les huissiers, et maintenant les PCE et brigades de vérification en plus des SIE, de la DAJ et de la cellule départementale. En janvier près de 20 000 demandes, février près de 18 000. Et cela va durer jusqu'au mois de juin à minima.

Sur le département, il a été constaté un regain d'activité d'entreprises en sommeil, de créations d'entreprises avec un effet rétroactif, d'auto entrepreneurs... Au début, malgré les filtres, certains ont bénéficié de cette aide à plusieurs reprises, d'autres ont profité de cet effet d'aubaine. Des milliards donc.

Près de 60% de rejet, des services qui croulent littéralement, des contribuables exaspérés qui demandent et qui n'obtiennent pas. Donc une surcharge d'activité pour tous les services. Des notes, des FAQ qui s'empilent au fur et à mesure que le temps passe. Des délais de plus en plus contraints.

Face à cette recrudescence de fraude, la réponse est des listes MRV (mission valorisation requête issue des services de Bercy) longue comme le bras et à traiter par les PCE dans des délais impossible à tenir afin de déceler les fraudeurs potentiels.

Et maintenant, la DGFIP et par voie de conséquence la DDFIP font appel à des contractuels pour une durée de 6 mois (250 au niveau national), la direction départementale n'étant pas en reste a lancé un appel à candidatures.

Alors que le gouvernement a voté des milliards d'euros d'aide aux entreprises dès le mois de mars, alors que l'on distribue des milliards sans contrepartie, les postes vacants ne sont toujours pas pourvus, le point d'indice est toujours gelé.

Ces milliards seraient plus utiles pour financer un recrutement massif dans la fonction publique dans ces 3 versants (Etat, Hospitalière, Territoriale), un recrutement massif pour faire face à l'augmentation des charges de travail, à assurer toutes nos missions, pour l'augmentation générale des salaires et au dégel du point d'indice...